

M. DEACHMAN: Avant l'adoption de ce numéro, je désirerais ajouter un mot, et je promets de m'en tenir à la question des porcs. A mon avis, la hausse de prix qui a été mentionnée provient d'une différence dans le nombre de porcs élevés au Canada. En 1911, d'après l'*Annuaire du Canada*, il y avait 3,600,000 porcs sur les fermes canadiennes. En 1931, on en comptait 4,699,000 et en 1932 4,636,000. Chaque cultivateur qui siège en cette Chambre sait qu'en 1931 et 1932, les prix des produits du porc sont descendus à un niveau très bas au Canada. Quelques-uns de mes amis de l'Ouest canadien n'ont pu obtenir pour leurs porcs un prix suffisant pour solder les frais d'expédition, et il n'y avait dans notre pays presque aucun marché pour les porcs sous le gouvernement qui était au pouvoir à cette époque. Puis le nombre de porcs a diminué de sorte qu'en 1934 il ne se chiffrait qu'à 3,654,000. Pour ce qui est de la consommation plus grande de porcs et de produits de porc qui a dû se produire au Canada entre 1911 et 1934, puis-je dire que l'augmentation a dû surtout se produire chez nous, vu l'augmentation de notre population. D'un autre côté, il y a eu diminution dans le nombre maximum de porcs, atteint en 1931 et 1932, sur nos fermes canadiennes. Si l'on réduit de 25 p. 100 le nombre de porcs élevés au Canada, le prix sera relevé, quel que soit le gouvernement au pouvoir.

M. SENN: Je ne veux pas laisser passer les remarques qui viennent d'être faites sans protester. Depuis quelques années, nous avons vendu environ six millions de porcs par année. Quel que soit le nombre des porcs sur les fermes, le nombre de ceux que l'on a mis sur le marché est resté à peu près le même. M. McLean, que l'on a mentionné comme chef de la Canada Packers Limited, a dit que durant la première année de la mise en vigueur des accords le prix du porc avait haussé de \$3 les cent livres. Bien que je puisse m'éloigner du sujet, je crois devoir faire cette déclaration. Pour un porc de deux cents livres, l'augmentation serait de \$6, et je rappellerai aux honorables députés que depuis, six millions de porcs ont été mis sur le marché tous les ans. Il ne s'agit pas là de savoir si le nombre de porcs dans le pays a diminué.

Il existe un autre fait que je désire mentionner. Durant les trois dernières années, nos exportations de bacon au Royaume-Uni ont presque doublé. Il me semble que l'honorable préopinant, qui a tenté de prouver que le prix actuel du porc dépend de la diminution dans le nombre des porcs élevés, plutôt que du marché que nous avons en Grande-Bretagne, fait grandement erreur.

[M. J. G. Ross.]

M. DONNELLY: J'ai écouté les honorables députés parler de la somme que les cultivateurs ont pu réaliser grâce aux accords impérieux. On a dit, je crois, que les éleveurs de porcs ont reçu six millions de dollars de plus.

M. SENN: Trente-six millions.

M. DONNELLY: Comme j'ai voyagé dans le pays depuis cinq ou six ans, je me demande où ces trente-six millions sont allés. J'ai tenté de trouver les cultivateurs qui avaient reçu une partie de cette somme, et lorsque j'ai visité des fermes et ai parlé de cette histoire, on a ri de moi. J'ai demandé aux cultivateurs de mettre la main dans leur poche et de voir s'ils y trouveraient cet argent. Je n'ai pas encore rencontré un seul cultivateur qui en ait vu la couleur. Vraiment, les cultivateurs de l'Ontario doivent avoir cet argent car nous ne l'avons pas vu dans l'Ouest.

Je puis assurer les honorables députés que s'ils vont dans l'Ouest et visitent les éleveurs de porcs ou de bestiaux ils ne trouveront pas cet argent. Je dirai aux honorables membres de cette Chambre en ce moment qu'aucune catégorie de gens au Canada n'a plus souffert que les éleveurs, les éleveurs de bestiaux ou de porcs. Ils sont dans le même marasme que les producteurs de blé de l'Ouest. Nous savons que durant un grand nombre d'années le marché des éleveurs canadiens se trouvait en Angleterre. Nous savons également, que notre marché naturel se trouve au delà de la frontière, aux Etats-Unis, et si nous obtenons une préférence sur nos bestiaux exportés aux Etats-Unis nous accordons un avantage à nos cultivateurs de l'Ouest.

Quelques honorables députés demandent quelle est la situation actuelle. Je leur dirai que s'ils ont de bons animaux de boucherie ils en obtiendront un bon prix aux Etats-Unis, mais s'ils n'ont que des animaux maigres et mi-gras, ils n'obtiendront pas un aussi bon prix tant qu'ils ne les auront pas engraisés. Si nous pouvions attendre un mois ou deux, jusqu'à l'arrivée du printemps, et jusqu'à ce que les bestiaux maigres et mi-gras soient à point, nous pourrions obtenir un meilleur prix.

M. le PRESIDENT: Je prierais l'honorable député de ne pas s'éloigner du sujet que la Chambre discute en ce moment.

M. DONNELLY: Je parle du prix des bestiaux.

M. le PRESIDENT: Il y a un poste qui a trait aux bestiaux.

M. DONNELLY: Très bien; quant au prix du bacon et du porc, nous savons parfaitement qu'il est fixé en Angleterre. Je tiens à dire toutefois aux honorables députés